

Niger

En 2014, le Niger a fait des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes qui offrira une protection et une aide sociale aux victimes de la traite des personnes, y compris les enfants. Les responsables de l'application des lois ont reçu une formation sur le travail des enfants et la traite des personnes, et ils ont soustrait 45 enfants à des maîtres coraniques qui les exploitaient en les forçant à mendier dans la rue, puis leur ont apporté une assistance. Qui plus est, le gouvernement a pris part à un nouveau programme de lutte contre le travail forcé. Toutefois, au Niger, des enfants sont soumis au travail, notamment dans l'agriculture, et aux pires formes de travail, y compris dans l'extraction minière. Les lois relatives aux pires formes de travail des enfants n'assurent pas une couverture suffisante et des lacunes dans leur application laissent des enfants sans protection. Les programmes de protection sociale pour lutter contre le travail des enfants sont eux aussi insuffisants étant donné l'ampleur de ce phénomène.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Niger, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Porter à 18 ans l'âge minimum pour effectuer des travaux dangereux.	2009 – 2014
	Veiller à ce que la législation interdise les activités et emplois dangereux dans tous les secteurs concernés par le travail des enfants, y compris l'agriculture.	2014
	Veiller à ce que le Code pénal prévoit des sanctions plus sévères pour réprimer l'incitation de personnes à la mendicité et pour garantir que les enfants des rues ne soient pas astreints aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2014
Mise en œuvre	Augmenter la formation, les ressources et le nombre d'inspecteurs du travail et d'enquêteurs judiciaires chargés de faire respecter la législation en matière de travail des enfants afin de couvrir la population active de façon adéquate.	2009 – 2014
	Garantir que des protocoles d'application permettent de conduire efficacement des inspections dans le secteur informel où le travail des enfants est le plus fréquent.	2014
	S'efforcer d'obtenir davantage de condamnations liées aux pires formes de travail des enfants.	2010 – 2014
	Recueillir et publier des informations sur le nombre et la qualité des inspections du travail effectuées, les infractions, les plaintes, les assignations et les sanctions ayant trait au travail des enfants, ainsi que sur le nombre d'enquêteurs judiciaires.	2012 – 2014
Coordination	Veiller à ce que le Comité directeur national de lutte contre le travail des enfants, le Comité national de lutte contre le phénomène des enfants de la rue et le Comité national de lutte contre les séquelles du travail forcé et la discrimination exercent leurs activités et reçoivent	2011 – 2014

	des ressources financières suffisantes pour s'acquitter de leur mission.	
	Ventiler les plaintes reçues sur la ligne téléphonique d'assistance de l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (ANLTP) en fonction du nombre des enfants victimes de la traite.	2013 – 2014
Politiques gouvernementales	Adopter le Plan national de lutte contre le travail des enfants et le mettre en œuvre.	2009 – 2014
	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques existantes.	2013 – 2014
Programmes sociaux	Veiller à ce que tous les enfants, y compris les réfugiés, aient accès à l'éducation en assurant l'enregistrement des enfants dès leur naissance et en établissant et en appliquant un programme destiné à pallier le manque d'enseignants, d'établissements scolaires et de fournitures.	2013 – 2014
	Mettre en œuvre un programme visant les enfants exploités par des maîtres religieux.	2011 – 2014
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants.	2011 – 2014
	Amplifier la portée des programmes de lutte contre les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'agriculture, la garde des troupeaux et l'extraction minière.	2009 – 2014